

# **Le Parti du travail de Belgique – Partij van de Arbeid (PTB-PVDA)**

## *Redéploiement de la gauche radicale en Belgique*

Pascal Delwit

Pendant soixante ans, un parti politique, à titre principal, a eu une vie politique et sociale saillante à la gauche de la famille socialiste : le Parti communiste de Belgique – Kommunistische Partij van België (PCB-KPB). Né en 1921, le Parti communiste décroche ses premiers sièges de députés dès 1925. Soixante ans plus tard, il perd les deux derniers députés et l'unique sénateur qu'il lui restait. Après cet échec, le PCB-KPB ne jouera plus de rôle politique et syndical significatif et disparaîtra, de fait, de la carte politique belge.

Après l'échec communiste de 1985, aucune formation et aucune coalition à la *gauche de la gauche*<sup>1</sup> ne peut accéder à une enceinte parlementaire fédérale ou régionale jusqu'en 2014. Cette année-là, le Parti du travail de Belgique – Partij van de Arbeid (PTB-PVDA) interrompt ces trois décennies sans représentation parlementaire d'une formation de gauche radicale. Le PTB-PVDA enlève deux députés fédéraux, deux députés régionaux wallons et quatre députés régionaux bruxellois. Cette percée s'élargit considérablement aux élections de 2019. Le 26 mai de cette année, le Parti du travail enlève douze sièges à la Chambre des représentants, onze députés régionaux

---

<sup>1</sup> P. Delwit, G. Sandri, « La gauche de la gauche », in P. Delwit, J.-B. Pilet, É. van Haute (éds), *Les Partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011, p. 273-296.

bruxellois, dix parlementaires au Parlement de Wallonie et quatre au Parlement flamand.

Dans cette contribution, nous revenons brièvement sur le cheminement du Parti communiste avant d'éclairer le surgissement contemporain du Parti du travail et d'analyser cette formation d'origine maoïste.

## Vie et mort du Parti communiste de Belgique

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, quelques groupements et personnalités favorables à la révolution soviétique et à l'Internationale communiste forment, en novembre 1920, un parti communiste sous la direction de War Van Overstraeten. En parallèle, l'aile gauche du Parti ouvrier belge – Belgische Werklieden Partij (POB-BWP) annonce, en juin 1921, sa volonté d'adhérer à l'Internationale communiste sous le nom de Parti communiste belge.

Suite à la demande de l'Internationale communiste, un difficile processus de réunion des deux partis s'entame et aboutit à un congrès de fusion, les 3 et 4 septembre 1921, mettant sur pied un seul Parti communiste. En 1921, les communistes soumettent quelques candidats aux élections mais il faut attendre 1925 pour qu'ils obtiennent un premier résultat tangible. Le PCB-KPB recueille 1,3 % à l'échelle nationale (3,6 % à Bruxelles) et deux élus sur 186 à la Chambre. En 1928, dans le cadre des conflits internes au Parti communiste d'Union soviétique, une importante minorité trotskiste abandonne la jeune formation communiste, dont War Van Overstraeten. Le résultat aux élections de 1929 s'en ressent. Mais, dans les années 1930, le parti communiste opère une nouvelle progression électorale et syndicale. Après une première avancée en 1932, le résultat du PCB-KPB est nettement meilleur en 1936. Le 24 mai, il triple sa représentation parlementaire, passant de trois à neuf sièges.

Après avoir été ébranlé par la signature du Pacte germano-soviétique, le PCB-KPB conquiert ses lettres de noblesse dans la Résistance, où il occupe un rôle central<sup>2</sup>. Cela lui vaut son meilleur résultat électoral lors des élections de février 1946 et une participation gouvernementale jusqu'au printemps 1947. Après les bons résultats de 1946 et de 1949, le Parti communiste subit une véritable chute électorale aux scrutins de 1950, 1954 et 1958 dans un contexte de guerre froide et de sectarisme profond. Le PCB-KPB ne ressortira que lentement de cette dégringolade, suite à un congrès important tenu à Vilvorde en 1954 et à l'ouverture khrouchtchévienne en Union soviétique.

En 1961, le mouvement s'inverse. Pour la première fois depuis 1946, les communistes repassent la barre des 5 % en Wallonie et des 3 % dans l'arrondissement de Bruxelles. En 1965, le regain électoral est plus significatif. Les communistes voisinent 10 % en Wallonie et 4 % dans l'arrondissement de Bruxelles. Pourtant, la progression

<sup>2</sup> J. Gotovitch, *Du rouge au tricolore : les communistes belges de 1939 à 1944 : un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique*, Bruxelles, Labor, 1992.

de 1965 est sans suite. Dès 1968, un tassement sensible des résultats communistes intervient.

Les années 1970 sont caractérisées par une relative stabilité électorale. Le Parti communiste ne profite que très peu de l'amélioration générale de la situation politique et électorale des grands partis communistes d'Europe occidentale (PCI, PCF, PCP, KKE et PCE)<sup>3</sup> qui remportent, dans la décennie, des succès parfois importants et parviennent à renouveler partiellement leur ligne politique. En Wallonie, le Parti communiste recueille respectivement 5,8 %, 5,5 %, 5,4 % et 5,8 % aux élections législatives de 1971, 1974, 1977 et 1978. Dans le même temps à Bruxelles, il obtient 2,8 %, 4 %, 2,7 % et 3 % (tableau 1). Côté flamand, la présence communiste est évanescence.

En 1981, un tassement marquant s'opère. En cette occasion, le PCB-KPB n'obtient que deux députés et un sénateur. Quatre ans plus tard, le couperet tombe : le Parti communiste perd toute représentation parlementaire et sombre dans l'anonymat. La chute du mur de Berlin, en 1989 et l'implosion de l'Union soviétique en 1991 précipitent sa déchéance.

**Tableau 1.** Performances électorales et sièges obtenus du Parti communiste en Wallonie et en Flandre aux élections nationales de 1946 à 2010

Année	Wallonie	Flandre	Sièges
1946	21,5 %	5,2 %	23
1949	12,6 %	3,5 %	12
1950	7,8 %	2,4 %	7
1954	6,7 %	1,5 %	4
1958	4,5 %	0,0 %	2
1961	6,4 %	0,6 %	5
1965	9,5 %	0,1 %	6
1968	6,9 %	1,4 %	5
1971	5,8 %	0,7 %	4
1974	5,5 %	1,6 %	2
1977	5,4 %	1,2 %	2
1978	5,8 %	1,8 %	4
1981	4,2 %	1,3 %	2
1985	2,5 %	0,5 %	0
1987	1,6 %	0,4 %	0
1991	0,3 %		
1995	0,3 %		
1999	0,5 %		
2003	0,5 %		
2007	0,8 %		
2010	0,8 %		

Source : Calculs de l'auteur à partir des résultats du ministère de l'Intérieur.

<sup>3</sup> P. Delwit, *Les Gauches radicales en Europe. XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2016.

Historiquement, le Parti communiste était surtout implanté dans les bassins ouvriers wallons et dans certaines branches du secteur tertiaire à Bruxelles. La crise économique qui a frappé ces secteurs dans les années 1960 et 1970 a dévasté des régions industrielles entières, là où, précisément, les communistes étaient les mieux intégrés. L'organisation du travail a aussi subi des mutations importantes. En quelques années, le PCB-KPB a perdu ses repères traditionnels, sous-estimant l'ampleur et les conséquences des mutations sociales et économiques en cours. La chute des résultats électoraux a participé à la crise du Parti communiste et l'a révélée. Outre les raisons objectives qui ont contribué à ce déclin, les choix politiques du parti ont concouru à la dynamique. Le trait le plus significatif de la pratique politique du Parti communiste a été la recherche d'un consensus impossible entre les tenants de lignes passablement différentes<sup>4</sup>. Un décalage persistant se donnait à voir entre des résolutions aux accents novateurs et une pratique politique très traditionnelle. Dans les années 1970, deux courants principaux se sont opposés durement :

- les tenants d'une ligne « ouvriériste », souvent prosoviétiques. Ces derniers soutenaient principalement l'action du PCB-KPB vers les entreprises et insistaient à ce titre sur les modes d'organisation (centralisme démocratique, réunions en sections et en cellules...), sur le fonctionnement qu'ils voulaient améliorer et sur la solidarité à exprimer à l'égard des pays socialistes. Ces options étaient surtout présentes dans les importantes fédérations de Liège et de Charleroi ;

- les partisans d'une politique autonome à l'égard de Moscou et d'une nouvelle pratique politique plus axée sur l'investissement des nouveaux mouvements sociaux. On les retrouvait surtout à Bruxelles, à Mons et dans l'aile flamande du PCB-KPB.

L'opposition s'est poursuivie dans les années 1980 sans qu'une orientation soit réellement privilégiée. L'élection de Mikhaïl Gorbatchev à la tête du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) a peu modifié le cours des événements en Belgique. Malgré le soutien au nouveau secrétaire général et à la critique « justifiée » des erreurs du passé, la direction n'a pas ressenti le besoin d'analyser ou de remettre en cause ses propres positions passées<sup>5</sup>.

## Axes programmatiques

Pendant les années 1980, le Parti communiste préconise une réorientation des dépenses utilisées dans le domaine de la défense et de l'armement au profit d'une politique volontaire de l'emploi et de la préservation des acquis sociaux. Il s'oppose fortement aux sauts d'index réalisés durant la législature du gouvernement Martens V (1981-1985). Le PCB-KPB est un ardent défenseur des prérogatives de l'État en matière économique et sociale.

<sup>4</sup> P. Delwit, « Belgian Communism in the light of Its Vanishing (1976-1994) », *Open Journal of Political Science*, 8, 2018, p. 316-337.

<sup>5</sup> P. Delwit, J.-M. De Waele, « The decline and fall of the Communist Party of Belgium », in P. Heywood, M. Bull (éds), *West European Communist Parties after the revolutions of 1989*, Londres, Macmillan, 1994, p. 119-145.

En matière institutionnelle, le Parti communiste de Belgique rejette la réforme de l'État d'août 1980, notamment en raison du non-règlement du statut de la région de Bruxelles et d'un financement mal assuré. En 1993, avec l'établissement de l'État fédéral, le Parti communiste réaffirme son attachement au fédéralisme régional et son lien avec les réformes de structure, faisant ainsi écho au propos renardiste des années 1960 :

Les communistes restent attachés au fédéralisme démocratique avec réformes de structure anticapitalistes, à une organisation de la Belgique sur la base de trois Régions égales en droits, dotées de larges compétences et des moyens pour les assumer. Ils sont tout autant attachés à la défense de la solidarité entre tous les travailleurs. Ils s'opposent donc à toute concurrence sociale et fiscale entre les Régions. Cet engagement s'inscrit tout naturellement dans notre combat pour la défense et l'élargissement des conquêtes sociales. La montée en puissance de l'ultralibéralisme est allée de pair, à tous les niveaux, avec la mise à mal de la puissance publique. Les politiques de dérégulation ont largement détruit les outils publics de redéploiement économique régional mis en place pour suppléer au désengagement des grands groupes financiers. C'est particulièrement évident en Wallonie où l'idée même de réformes de structures pour contrer la toute-puissance destructrice du capital semble désormais taboue. Au total, l'assujettissement aux diktats libéraux conduit à la dislocation de la solidarité, voire de la Belgique elle-même. Nous n'acceptons pas cette fatalité. Comme nous n'acceptons pas la récupération démagogique de la "question nationale" au nom d'intérêts partisans et privés<sup>6</sup>.

## Évolution des effectifs du Parti communiste depuis 1945

Outre les données électorales, le déclin communiste se mesure aussi à l'aune de la chute de ses adhérents. Cet indicateur est d'autant plus important pour un parti qui fonde son action sur d'autres terrains que le seul domaine électoral. Au demeurant, c'est généralement un indice fondamental pour les partis communistes dans la mesure où le taux d'adhésion<sup>7</sup> y est généralement plus stable que dans les autres partis. En 1945, le Parti communiste a atteint un sommet avec 76 194 membres (tableau 2). Mais les communistes ne pourront maintenir bien longtemps ce niveau. En 1950, le PCB-KPB ne recense déjà plus que 24 360 membres. Huit ans plus tard, les effectifs ont encore fondu et se fixent à 11 318. Dans les années 1960, le regain électoral observé est également corroboré sous l'angle de l'adhésion. Le Parti communiste atteint 14 320 membres en 1965. Par la suite, la courbe des effectifs s'effiloche progressivement. Dans le courant des années 1970, le nombre des affiliés voisine 8 à 9 000. Dans les années 1980, le déclin s'accroît : 8 135 en 1980 ; 6 846 en 1982 ; 5 528 en 1984 ; 5 044 en 1986 ; 3 134 en 1988. À la veille de l'écroulement du mur de Berlin, il reste environ 2 500 membres en Wallonie et 500 à Bruxelles. L'effondrement des régimes communistes et la déliquescence du Parti communiste ont accéléré le déclin. Dans les 1990, les effectifs oscillent entre 600 et 1 000.

<sup>6</sup> *Textes du VIII<sup>e</sup> congrès du parti communiste Wallonie Bruxelles*, Bruxelles, 18 octobre 2008.

<sup>7</sup> Le taux d'adhésion est le rapport du nombre d'adhérents au nombre d'électeurs.

**Tableau 2.** Évolution du nombre d'adhérents et du taux d'adhésion du Parti communiste

Année	Adhérents	Taux d'adhésion	Année	Adhérents	Taux d'adhésion
1945	76 194		1967	12 159	
1946	57 295	19,1	1968	11 634	6,8
1947	44 683		1969	10 553	
1948	38 361		1970	10 012	
1949	24 360	6,5	1971	9 953	6,0
1950	22 215	9,5	1972	9 570	
1951	19 276		1973	9 450	
1952	17 000		1974	9 600	5,7
1953	16 239		1975	9 523	
1954	14 265	7,7	1976	9 269	
1955	13 664		1977	8 792	5,8
1956	11 794		1978	8 790	4,9
1957	11 328		1979	8 135	
1958	11 345	11,3	1980	7 583	
1959	11 589		1981	6 846	4,9
1960	13 985		1982	5 957	
1961	14 465	8,9	1983	5 528	
1962	14 064		1984	5 446	
1963	14 157		1985	5 044	7,0
1964	14 320		1986	3 372	
1965	13 421	5,7	1987	3 134	6,1
1966	12 927		1988	3 000	

Source : Archives du PCB-KPB : CarCoB. Calculs de l'auteur.

## Conclusions

Dès sa création, le PCB-KPB a principalement articulé son action autour de pôles d'influence dans la société belge : les grands bastions wallons de l'industrie lourde à l'origine de la croissance et du développement industriel de la Belgique, le port d'Anvers et, partiellement, la ceinture industrielle de Gand, auxquels il faut ajouter le secteur des employés en Région bruxelloise. Ces fiefs syndicaux et politiques du mouvement ouvrier, principalement situés dans le Hainaut et à Liège, ont subi depuis 1945 un dépérissement lent qui s'est accéléré au milieu des années 1970. Le Parti

communiste avait fondé son influence syndicale, politique et électorale dans et à travers ces secteurs. Face à cet éclatement accéléré, il s'est trouvé sans réponses.

C'est donc la base sociale qui constituait et participait à son influence, voire à son existence, qui s'est effondrée durant ces années. Sauf à Bruxelles, le manque de pénétration politique du Parti communiste dans les couches montantes ou dans les nouveaux terrains de lutte était patent. Ces éléments extérieurs n'expliquent cependant pas seuls l'effondrement du Parti communiste. Sa pratique consensuelle en politique intérieure et internationale l'a mené à une prudence permanente dans ses orientations. Balancé entre une branche plutôt ouvriériste et prosoviétique et un courant plus « intellectuel » et très critique à l'endroit des *démocraties populaires*, le Parti communiste s'est refusé à assumer les choix de l'un ou l'autre. Ne pas décider, c'est décider. En 1985, le sort des communistes belges était scellé. Il ne jouerait plus aucun rôle après cette date.

## **Le Parti du travail de Belgique – Partij van de Arbeid (PTB-PVDA) : du maoïsme au populisme de gauche ?**

Le Parti du travail de Belgique – Partij van de Arbeid (PTB-PVDA) est historiquement lié à la mouvance maoïste, surgie en Europe occidentale dans les années 1960. La Belgique constitue un terreau relativement fertile pour le maoïsme. C'est en son cœur que s'y déroule la première et la plus importante scission « prochinoise » dans le mouvement communiste européen<sup>8</sup>. Cette scission du Parti communiste de Belgique, dirigée par Jacques Grippa, a un caractère essentiellement francophone.

Dans la préhistoire du PTB-PVDA, la dynamique naît, au contraire, en Flandre. Le mouvement voit originellement le jour dans les mouvements étudiants de l'Université catholique de Louvain, en Flandre, pour réclamer le transfert de la section francophone en Wallonie<sup>9</sup>. Au sein de ce mouvement social, une partie minoritaire porte aussi les idéaux du tiers-mondisme et du communisme chinois.

Après avoir créé une petite structure syndicale étudiante, le *Studentenvakverbond* (SVB), ces étudiants *vont* à l'entreprise. Après leur participation aux grèves des mineurs limbourgeois et des dockers anversois, ils établissent, en 1970, une nouvelle organisation : *Alle macht aan de arbeiders* (AMADA). En 1974, AMADA établit un pendant francophone, *Tout le pouvoir aux ouvriers* (TPO). TPO-AMADA se présente alors comme un *parti communiste en construction*<sup>10</sup>. La cristallisation

<sup>8</sup> M. Abramowicz, « Le parti prochinois en Belgique dans son contexte historique 1963-1989 », *Dissidences*, 7, 2009, p. 93-103 ; M. Liebman, « Révisionnisme et marxisme-léninisme dans le communisme belge », *Temps modernes*, 1964, p. 219-220.

<sup>9</sup> Ch. Laporte, *L'Affaire de Louvain, 1960-1968*, Bruxelles, De Boeck, 1999.

<sup>10</sup> P. Delwit, *PTB. Nouvelle gauche, vieille recette*, Liège, Luc Pire, 2014.

partisane intervient en 1979 avec la tenue du congrès fondateur du Parti du travail de Belgique – Partij van de Arbeid (PTB-PVDA).

Malgré d'intenses efforts, le PTB-PVDA demeure longtemps un mouvement à dominante nettement néerlandophone et composé de cadres originaires des milieux catholiques flamands. Dans les quinze premières années de son existence, TPO-AMADA puis le PTB-PVDA se déclinent avant tout comme une formation prochinoise et agencée au modèle de parti léniniste de révolutionnaires professionnels.

Le parti est essentiellement présent sur trois fronts : la question sociale, l'ouverture aux migrants et les questions de relations internationales, où il défend avec passion et conviction les thèses chinoises, quelles qu'elles soient. Ébranlé au début des années 1980 par l'écroulement de presque toutes les organisations maoïstes européennes, le parti est aussi secoué par les mutations en Chine, puis la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS à l'été 1991. Pourtant, malgré nombre de départs et quelques expulsions, le PTB-PVDA survit à cette séquence et maintient un militantisme de tous les instants sur les thématiques qui lui sont chères. Il doit sans doute ce maintien à la direction idéologique de son président, Ludo Martens, et à l'importance de la dimension *communautaire* du parti. Il est difficile pour un militant de quitter ou de défaire une communauté qui réfère à une partie importante de sa vie et de son identité.

Évanescents sur le plan électoral, le PTB-PVDA fait alors valoir une certaine influence dans quelques secteurs syndicaux, ainsi que dans l'aide juridique et médicale aux catégories populaires et aux migrants (voir *supra*).

## Un parti nouveau

L'entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle marque une évolution notable dans le parti. Alors qu'elle escomptait un mouvement électoral lors du scrutin législatif de 2003, sa direction est très déçue par ses résultats. Surtout, l'une de ses démarches aux élections a suscité de vives tensions internes. Dans la province d'Anvers, le parti du travail a noué une alliance avec la Ligue arabe européenne (LAE), sous le sigle Resist, conduite par le président de la LAE, Dyab Abou Jahjah. De nombreux cadres et militants n'ont pas endossé ce choix dans une province par ailleurs marquée par la très forte implantation du parti d'extrême droite, alors le Vlaams Blok.

Au lendemain des élections, quelques dirigeants historiques du parti s'affrontent durement dans un contexte où la figure de proue, Ludo Martens, est désormais le plus souvent à l'étranger. Une nouvelle génération aspire à prendre les rênes et la secrétaire générale, Nadine Rosa-Rosso, est rendue responsable de cette option politique. Après des semaines de discussions, le parti tranche et l'exclut. Un processus de *reformulation* de la ligne et de la communication du parti est alors lancé. Celui-ci trouve son aboutissement lors de la tenue du 8<sup>e</sup> congrès, en 2008, appelé le *congrès du renouveau*.

Influencé par la percée du Socialistische Partij aux Pays-Bas, également une formation d'origine maoïste, le PTB-PVDA délaisse sa rhétorique révolutionnaire classique. La lutte pour une société socialiste sur la base des acquis de la théorie marxiste-léniniste fait place à une nouvelle approche communicationnelle. Le PTB-PVDA endosse

alors une rhétorique « radicale-populiste »<sup>11</sup>, combinée à une communication qui se veut innovante. Le Parti du travail propose un modèle propre : « Nous ne voulons plus nous définir comme “stalinistes”, “maoïstes”, etc. Nous sommes des PTBistes. »<sup>12</sup>

Cette mue suscite des interrogations et des interprétations différentes sur l'essence des changements, le parti entretenant lui-même le doute en affirmant :

Certains membres du parti sont d'avis qu'il s'agit seulement d'être ferme sur les principes. C'est une erreur. Le principal objectif du parti c'est d'être ferme sur les principes du parti et d'être souple. Les deux, et en même temps<sup>13</sup>.

Dans la nouvelle souplesse théorique et pratique que doit embrasser le parti, le PTB-PVDA suggère ainsi de se référer aux « règles d'or » du SP :

Il est intéressant de garder en tête un certain nombre de règles d'or pour l'action. Voici des règles que nous empruntons au SP Nederland, mais qui correspondent bien à notre expérience :

1. Une action, ça se mène avec les gens. Il faut y consacrer beaucoup de temps et d'énergie.
2. L'action est un moyen d'atteindre quelque chose. Adaptez vos moyens aux changements de circonstances.
3. L'action requiert une connaissance des choses et du savoir-faire.
4. L'action, c'est la lutte. Tenez compte des points forts et des points faibles de toutes les parties impliquées.
5. Passer à l'action signifie attaquer. Évitez de vous retrouver sur la défensive.
6. L'action requiert une bonne organisation. La bonne volonté seule est insuffisante.
7. On mène une action pour engranger des résultats<sup>14</sup>.

Il s'impose désormais de se montrer sous de meilleurs atours vers différents acteurs et secteurs de la société. La presse d'abord, à travers l'organisation d'actions médiatisables, une offensive de charme vers les journalistes – nomination d'un porte-parole francophone et néerlandophone – et, de manière indirecte, en exploitant « beaucoup plus activement les courriers des lecteurs et les forums publics sur les sites Internet des journaux »<sup>15</sup>. Les organisations syndicales ensuite. Le temps de la condamnation quasi systématique est passé. Au contraire, nouer des alliances en vue de consolider le syndicalisme est nodal. De manière plus générale, l'approche vers les travailleurs et les citoyens est tout autre. Plusieurs chantiers sont engagés. Il y a d'abord la personnalisation ou l'incarnation, à laquelle le parti s'est longtemps refusé. Le nouveau président du parti, Peter Mertens, et le porte-parole, Raoul Hedebouw, sont en première ligne de ce processus. Il y a ensuite la pratique des petits pas et des « petites victoires ». Dans les trente points que le parti soumet à ses membres en 2008, on notera ainsi le douzième – « Nous louvoyons et nous concluons des compromis » –, le quatorzième – « Nous nous occupons des problèmes concrets des gens » – et le

<sup>11</sup> L. March, *Radical Left Parties in Europe*, Londres, Routledge, 2013.

<sup>12</sup> Raoul Hedebouw dans *Le Journal du Mardi*, 4 mars-1<sup>er</sup> avril 2009.

<sup>13</sup> 8<sup>e</sup> congrès du PTB, *Un parti de principes. Un parti souple. Un parti de travailleurs*, 2008, p. 75.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 139-140.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 93.

seizième – « Nous recherchons des petites victoires »<sup>16</sup>. Enfin, il s'agit de s'appuyer sur les nouveaux moyens de communication. Le parti et ses organisations périphériques sont très actifs sur les nouveaux réseaux sociaux.

Cette stratégie porte des fruits indéniables. Après un premier frémissement aux élections régionales de 2009 et fédérales de 2010, le PTB-PVDA réalise une première percée aux élections communales de 2012 et confirme une progression désormais marquante aux scrutins fédéral et régional de 2014, communal de 2018 et fédéral et régional de 2019.

**Tableau 3.** Principaux jalons du PTB-PVDA

Date	Développement
1970	Naissance d'AMADA (Alle Macht aan de arbeiders)
1974	AMADA devient AMADA-TPO (Tout le pouvoir aux ouvriers).
1979	Premiers congrès du Parti du travail de Belgique (PTB-PVDA)
2003	Importante crise interne. La secrétaire générale Nadine Rosa-Rosso et quelques cadres de premier plan sont exclus
2008	8 <sup>e</sup> congrès du parti : la stratégie des deux lignes est adoptée. Le président Ludo Martens est remplacé par Peter Mertens
2014	Premiers députés fédéraux et régionaux pour le PTB-PVDA
2018	Première participation au pouvoir dans la commune de Zelzate
2019	Accroissement important du nombre de députés fédéraux et régionaux

## L'organisation

Durant l'essentiel de son histoire, le Parti du travail a fonctionné sur la base stricte des principes du centralisme démocratique. Le droit à la discussion et à la critique était reconnu, mais, dans les faits, une grande importance était donnée à « l'unité d'action » et à « la discipline ». Une logique extrêmement centralisatrice a présidé à la vie organisationnelle du parti. Dans une large mesure, l'individu est « subordonné à l'organisation »<sup>17</sup>. De même, les structures de base et intermédiaires sont subordonnées aux organes supérieurs. Les limites sont clairement posées et souvent rappelées :

Un parti réellement révolutionnaire trouve sa solidité et sa cohérence dans sa direction. Si des cadres intermédiaires font preuve de plus de capacités révolutionnaires, ils seront élus à la direction du congrès suivant<sup>18</sup>.

Les huitième et neuvième congrès de 2008 et de 2015 sont l'occasion de timides reformulations de l'armature organisationnelle du parti. En 2008, le Parti du travail

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 79-80.

<sup>17</sup> PTB, *op. cit.*, p. 17.

<sup>18</sup> L. Martens, *De Tien an Men à Timisoara, luttes et débats au sein du PTB (1989-1991)*, Anvers, EPO, 1995, p. 74-75.

créé trois statuts d'adhérents : le *membre consultatif*, le *membre de groupe* et le *militant*. À l'aune de la littérature sur les formes de participation dans le cadre partisan<sup>19</sup>, ces trois statuts peuvent être résumés en membres passifs, militants et (quasi) professionnels de la politique.

Ce faisant, le PTB-PVDA essaie depuis une dizaine d'années de combiner ce qu'il juge comme les vertus du modèle très centralisé de parti et l'existence d'un monde de *sympathisants actifs*, pas nécessairement au fait des subtilités politiques et organisationnelles du parti. Ces transformations organisationnelles produisent des résultats tangibles. Le premier consiste en un élargissement substantiel de la base, qui est l'une des sources de la démarche :

Nous voulons que chaque membre ait cinq cartes de membre en poche. Nous voulons que chacun se pose la question : « Ai-je déjà présenté la carte de membre du PTB à mes camarades de travail, à mes collègues au syndicat à ma famille, dans mon club de sport ou à toute autre occasion ? »<sup>20</sup>

Cette ouverture reste partielle. Le PTB-PVDA fait toujours référence au centralisme démocratique (article 41). De même, la discipline reste un fondement catégorique répété :

Renforcer l'unité du parti et combattre les tentatives de scission est un principe fondamental. Des fractions ou des groupes qui s'organisent dans d'autres plates-formes politiques ; ou qui basent leur action sur des décisions prises en dehors des organes statutaires ; ou qui font partie de plates-formes nationales ou internationales en conflit avec les orientations du parti, ne sont pas autorisés. De telles fractions ou groupes minent inévitablement l'unité, le fonctionnement démocratique et la force de frappe du parti<sup>21</sup>.

Toutefois, en l'espace de quelques années, le nombre de membres s'est considérablement accru. Pendant longtemps, le PTB-PVDA s'est appuyé sur quelques centaines de membres entièrement dévoués. Son image nouvelle et sa réforme statutaire lui ont permis de considérablement élargir son assise de membres. Dès 2008, le PTB-PVDA fait déjà état de 3 000 affiliés. Il dépasse le cap des 5 000 en 2012, dépasse 10 000 en 2016 et franchit 20 000 en 2019.

**Tableau 4.** Évolution du nombre d'adhérents et du taux d'adhésion du PTB-PVDA

Année	Adhérents	Taux d'adhésion
2000	1 254	
2003	1 354	
2005	2 251	
2006	2 335	
2007	2 625	4,7

<sup>19</sup> É. van Haute, *Adhérer à un parti : aux sources de la participation politique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009.

<sup>20</sup> 8<sup>e</sup> congrès du PTB, *op. cit.*, p. 120.

<sup>21</sup> Article 41.7 des statuts. PTB, *Statuts adopté au 9<sup>e</sup> congrès*, 2015.

Année	Adhérents	Taux d'adhésion
2008	2 890	
2009	3 154	
2010	3 939	3,9
2011	4 477	
2012	5 602	
2013	6 810	
2014	9 692	3,9
2015	9 992	
2016	12 018	
2017	14 622	
2018	16 598	
2019	20 276	3,5

Source : Secrétariat du parti et calculs de l'auteur.

L'unité de base du parti est appelée *groupe de base*. Celui-ci peut être établi à partir d'une entité territoriale, d'une thématique ou comme groupe d'entreprise. Les groupes de base sont chapeautés par une fédération provinciale. Au niveau central, l'organe souverain est le congrès. En principe, celui-ci doit se réunir au moins une fois tous les cinq ans. Le congrès a en charge la détermination de la « ligne politique, idéologique et organisationnelle du parti ». Il élit les membres de la structure souveraine entre deux congrès : le conseil national. Le conseil est « responsable des orientations les plus importantes dans le travail politique, idéologique et organisationnel dans le cadre des orientations et résolutions du congrès » (article 32). Ledit conseil national élit en son sein les membres du bureau national, organe souverain entre deux sessions du conseil national.

Depuis la réforme statutaire de 2015, le président du parti est élu par le congrès sur la base d'une proposition du conseil national. Dans les faits, comme c'était le cas jusqu'alors dans le droit, le président est choisi par le conseil national. Formellement créé en 1979, le Parti du travail n'a à ce jour connu que deux présidents. Le premier, Ludo Martens, *père fondateur* du parti, a été président de 1979 à 2008. En 2008, l'Anversois Peter Mertens est devenu le deuxième président du PTB-PVDA. Le parti a aussi désigné un vice-président, le Bruxellois David Pestieau.

À côté de la structure partisane, le PTB-PVDA agrège plusieurs associations qu'il contrôle étroitement. En matière d'encadrement de la jeunesse, après avoir longtemps organisé le mouvement Rebelle et, pour les étudiants, le Mouvement marxiste-léniniste (MML), le PTB-PVDA a lancé, en deux temps, deux nouvelles organisations, Comac (Communistes actifs) et Red-Foxes. Sans désormais faire explicitement référence au communisme, Comac accueille les étudiants sur la base d'un certain nombre de grandes thématiques : l'égalité sociale, l'égalité dans la diversité, l'éducation en tant que droit pour tou-te-s. Comac a aussi établi une structure syndicale étudiante, qui le représente dans les élections internes aux établissements supérieurs : Priorité étudiante. En parallèle, Comac est très présent dans la Fédération francophone

des étudiants (FEF). Red-Foxes est l'organisation qui a été créée pour les lycéens (14-18 ans). Les objectifs généraux affichés sont du même acabit que ceux énoncés dans le chef de Comac. Enfin, le PTB-PVDA a aussi une organisation dédiée aux plus jeunes PIO (*pioniers* – pionniers), qui organise des activités lors des moments de congés scolaires (le dimanche, les vacances d'hiver, de printemps ou d'été) tout en mettant l'accent sur des dimensions politiques. Il s'agit d'organiser des activités ayant pour ambition « de découvrir de manière ludique le monde qui nous entoure, mais aussi le monde plus lointain » et « de nous investir et défendre une société équitable où chaque enfant et chaque jeune pourront s'épanouir dans tous les domaines ».

Depuis le début des années 1970, le PTB-PVDA a mis en place un réseau de maisons médicales dans le cadre de l'organisation Médecine pour le peuple – Geneeskunde voor het Volk. En 2020, on recense onze maisons médicales : à Deurne, Genk, Hoboken, Lommel et Zelzate en Flandre, à Herstal, La Louvière, Marcinelle et Seraing en Wallonie, de même qu'à Molenbeek et Schaerbeek en Région de Bruxelles capitale. L'encadrement médical, sanitaire et, parfois, juridique y est organisé pour des populations de catégories sociales populaires. Il s'agit de points d'implantation cruciaux pour le PTB-PVDA.

Dans le domaine de la santé, il convient aussi d'épingler l'organisation Viva Salud (anciennement Médecine pour le tiers-monde, M3M). Viva Salud envoie du personnel sanitaire et parraine matériellement plusieurs initiatives dans certains territoires, en particulier à Cuba et, plus largement, en Amérique latine, en République démocratique du Congo, aux Philippines, au Laos et en Palestine.

Le PTB-PVDA dispose aussi d'une maison d'édition, EPO. Elle s'est recentrée sur les livres en néerlandais. Sur le marché francophone, elle n'a pu percer en raison de la concurrence d'autres maisons d'édition. Néanmoins, le PTB-PVDA avait un partenariat privilégié avec la maison d'édition Aden, qui a périclité. Le dernier ouvrage de Peter Mertens, traduit en français, a été publié par la maison d'édition Le temps des cerises, proche du Parti communiste français.

Le Parti du travail a aussi établi une organisation d'avocats, Progress Lawyers Network, qui a deux cabinets. Le premier se situe à Anvers. Sept avocats, avec l'aide de deux avocats honoraires, y prestent en tout ou en partie. Le second est localisé à Bruxelles, où quatorze avocats sont référencés. Les cabinets officient dans le domaine judiciaire au profit de citoyens à faibles revenus, voire dans la précarité. Leurs compétences réfèrent principalement à « quatre branches du droit : le droit social, le droit pénal, le droit des étrangers et le droit de la famille »<sup>22</sup>. Outre le rôle de conseil, Progress Lawyers Network se positionne dans les débats consacrés à la justice sur des thématiques comme la détention préventive et les libérations conditionnelles.

Pour sa part, Intal est l'organisation qui traite, vers un public ciblé, de politique internationale dans une perspective anti-impérialiste. Les objectifs larges de l'association sont de « mobiliser le plus grand nombre de personnes possible pour un monde juste, égal et inclusif »<sup>23</sup>. À cette fin, cette association travaille à deux niveaux. Le premier consiste en un soutien à des associations et organisations des pays du Sud.

<sup>22</sup> <https://www.progresslaw.net/f/homefr>.

<sup>23</sup> <https://www.intal.be/about/mission-aanpak>.

L'action concrète d'Intal est focalisée sur certains pays comme les Philippines et le Congo. Le second consiste en des actions de sensibilisation politique en Belgique. À titre d'exemple, Intal promeut le boycott de l'État d'Israël. À ce titre, Intal relaie la campagne « BDS », Boycott-désinvestissement-sanctions à l'endroit d'Israël.

Un autre axe de son investissement dans ce registre porte sur la « décolonisation ». L'organisation lutte pour « la reconnaissance de la mémoire coloniale et ses conséquences encore visibles aujourd'hui : la négation des crimes commis, l'histoire coloniale absente du système éducatif belge, la valorisation des personnalités coloniales dans différents lieux de Belgique, le racisme d'État, l'accaparement des ressources, l'interventionnisme belge actuel en RDC »<sup>24</sup>. Intal est surtout implanté en Flandre et à Bruxelles.

## Les relations internationales du PTB-PVDA

Comme pour tout mouvement d'obédience communiste, les relations internationales et l'analyse de la situation mondiale constituent des piliers de l'identité du Parti du travail. La *glasnost* et la *perestroïka* gorbatchéviennes, les évolutions politiques et économiques en République populaire de Chine et l'effondrement des régimes de « démocratie populaire » en 1989 ont provoqué des évolutions importantes dans les positions du PTB-PVDA.

Dans son approche contemporaine, la place dédiée à ces thématiques est nettement moins prégnante dans la communication. Le PTB-PVDA n'en parle pas moins des événements de 1989 comme d'une « contre-révolution de velours », venue « à bout du socialisme en Union soviétique et dans les pays d'Europe de l'Est » et qui a généré des « conséquences dramatiques »<sup>25</sup>.

L'approche et les relations avec le régime de Pékin ne sont pas extrêmement claires. En 1989, le PTB-PVDA a soutenu le gouvernement chinois et sa communication lors des événements de Tien An Men<sup>26</sup>. Il n'en estimait pas moins l'avenir de la Chine « incertain »<sup>27</sup>. Aujourd'hui, le PTB-PVDA débat encore en interne de l'évolution de la Chine. Et lors de son congrès de 2015, une partie des travaux ont été consacrés à cette thématique. Dans l'enceinte parlementaire, le PTB-PVDA ne se joint jamais à un vote qui marquerait une condamnation d'une action publique menée en Chine. En juin 2020, il a ainsi refusé de voter une résolution condamnant « la pratique continue du prélèvement forcé d'organes en République populaire de Chine sur des prisonniers d'opinion, en particulier sur des pratiquants du Falun Gong et des Ouïghours »<sup>28</sup>. Depuis, d'autres résolutions relatives aux Ouïghours ont été adoptées dans les enceintes parlementaires ou à l'échelle communale. Les députés et conseillers

<sup>24</sup> <https://www.intal.be/campagne/decolonisation-dekolonisering>.

<sup>25</sup> 8<sup>e</sup> congrès du PTB, *op. cit.*, p. 51.

<sup>26</sup> Il a reconnu l'existence de deux à trois cents morts, mais pas sur la place Tien An Men.

<sup>27</sup> L. Martens, *op. cit.*, p. 28.

<sup>28</sup> [https://www.senate.be/www/?Mlval=/index\\_senate&MENUID=54000&LANG=fr&PAGE=/event/20200612-ComTrans-2/20200612-ComTrans-2\\_fr.html](https://www.senate.be/www/?Mlval=/index_senate&MENUID=54000&LANG=fr&PAGE=/event/20200612-ComTrans-2/20200612-ComTrans-2_fr.html).

communaux du Parti du travail s'abstiennent systématiquement, suscitant désormais des critiques publiques à ce sujet<sup>29</sup> et des réponses du parti<sup>30</sup>.

Dans sa communication publique, néanmoins, le parti est très silencieux sur ce pays comme sur d'autres pays ou acteurs avec lesquels il a des relations de travail : le Congo, les Philippines ou le Laos, par exemple.

La communication publique extérieure est beaucoup plus changeante et *souple*. Ainsi, avoir porté aux nues Syriza quand celui-ci suscitait l'intérêt sinon l'enthousiasme de la gauche radicale européenne, le Parti du travail le présente désormais comme un contre-modèle.

À l'international, l'approche du Parti du travail est articulée à une posture inchangée. Il y a un *ennemi principal* et c'est à l'aune du positionnement à l'endroit de cet *ennemi principal* que sont évaluées les positions. Sous cet angle, le PTB-PVDA soutient – occasionnellement – Cuba et, dans une moindre mesure, le Venezuela et s'est ému de ce qu'il a considéré comme un coup d'État en Bolivie. Relativement à la Corée du Nord, le PTB-PVDA, qui a longtemps entretenu de très bonnes relations avec les dirigeants du Parti du travail de Corée, est désormais totalement silencieux.

À l'étranger, ses partenaires privilégiés sont les partis communistes ayant conservé une posture *orthodoxe* sinon stalinienne : les partis communistes grec et portugais notamment, mais aussi le Deutsche Kommunistische Partei (DKP) allemand, le Parti communiste luxembourgeois et le Nouveau Parti communiste des Pays-Bas, bien qu'il entretienne de bonnes relations avec le Socialistische Partij. Il est aussi partie prenante à des réunions internationales d'organisations communistes mais on relèvera que le parti veille attentivement à ce que les discours prononcés lors de ces rencontres ne soient pas accessibles.

## Axes programmatiques

Dans la foulée de sa réorientation, le PTB-PVDA se présente désormais aux élections dans une optique programmatique fondamentalement différente. D'une part, nous l'avons mentionné, l'ambition est de frapper les esprits par des figures emblématiques. De l'autre, il y a aussi une volonté d'être plus concret et de ne pas articuler le programme à l'objectif premier, qui est l'aboutissement à une société communiste.

Sous cet angle, le programme du PTB-PVDA peut être qualifié de *social-démocrate de gauche*. Aux élections fédérales et régionales du 26 mai 2019, le PTB-PVDA a présenté des orientations articulées autour des six grandes thématiques : « l'emploi et la protection sociale », « la révolution climatique sociale », « la nécessité d'investissements

<sup>29</sup> Voir notamment : « Ouïghours : l'embarras du PTB », *Le Vif-L'Express*, 1<sup>er</sup> février 2021 ; Cl. Demelenne, « La face cachée du PTB qui soutient la dictature du parti communiste chinois », *Le Vif-L'Express*, 17 août 2020 ; « PTB : pourquoi ce soutien à la dictature chinoise? », *Le Vif-L'Express*, 24 mars 2021 (<https://www.levif.be/actualite/belgique/ptb-pourquoi-ce-soutien-a-la-dictature-chinoise-carte-blanche/article-opinion-1407245.html>).

<sup>30</sup> Voir par exemple : PTB, « La répression des Ouïghours en Chine et la nouvelle guerre froide », mars 2021 ([https://www.ptb.be/la\\_r\\_pression\\_des\\_ou\\_ghours\\_en\\_chine\\_et\\_la\\_nouvelle\\_guerre\\_froide](https://www.ptb.be/la_r_pression_des_ou_ghours_en_chine_et_la_nouvelle_guerre_froide)).

sociaux », la promotion du « Red-Green Deal », une autre vision de la « démocratie » et la promotion de la « paix et la solidarité entre les peuples »<sup>31</sup>.

Assez logiquement, les propositions dans le domaine socio-économique sont prééminentes. En la matière, la dénonciation des emplois précaires, intérimaires, à temps partiel est liminaire. L'amélioration des conditions salariales est le deuxième grand thème mis en avant. Le PTB-PVDA exige un salaire horaire minimal de 14 euros l'heure pour tout le monde. À ce titre et contre tout *dumping social*, le Parti du travail dénonce la directive « travailleurs détachés » et réclame que les cotisations sociales payées soient « celles du pays où le salarié travaille »<sup>32</sup>. Sur le temps de travail, le PTB-PVDA en appelle à une évolution vers une semaine de trente heures sans perte de salaire.

Pour ce qui a trait à la santé, les propositions phares du PTB-PVDA touchent à une approche intégrée et préventive de la santé et à la mise en place du « modèle kiwi » pour les médicaments, une approche empruntée à la Nouvelle-Zélande, soit des « appels d'offres publics pour l'acquisition de médicaments » pour réduire leur prix « de manière drastique »<sup>33</sup>.

Enfin, un dernier grand axe concerne les pensions. Le Parti du travail revendique le retour à 65 ans comme âge légal de la pension et la fixation à 1 500 euros nets la pension minimum.

Relativement à la question climatique, le Parti du travail affiche des objectifs ambitieux en réclamant une « neutralité climatique pour 2050 et 60 % d'émissions de CO<sub>2</sub> en moins en 2030 »<sup>34</sup>. Pour atteindre ces buts, le parti axe toute ses propositions sur la législation et l'action publique : « planification écologique, démocratique et sociale »<sup>35</sup>, « banque publique d'investissement pour le climat », levée de « 5 milliards d'euros par an d'investissements du secteur privé pour des améliorations des processus industriels, des investissements verts et la recherche et le développement »<sup>36</sup>, fondation d'une « entreprise publique de l'énergie », « vision globale de l'aménagement du territoire à travers laquelle »<sup>37</sup> s'opère un rapprochement de l'habitat et des lieux de travail. En revanche, le Parti du travail rejette les mesures considérées comme des contraintes pour les citoyens pour lutter contre le réchauffement climatique : toute politique contraignante en matière de production des déchets ou d'usage de la voiture est par exemple refoulée au nom du fait que c'est le « marché » qui nous a « menés là où nous en sommes »<sup>38</sup>.

En matière de réformes du régime politique et social, le Parti du travail décline un catalogue visant à changer la manière de gouverner et à « abolir les privilèges de

<sup>31</sup> PTB, *Un programme social, c'est vraiment phénoménal. Programme du PTB. Élections fédérales et régionales 2019*, 2019.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 222.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 47.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 50.

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 65.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 49.

la caste politique »<sup>39</sup>. Le PTB-PVDA propose notamment la rémunération maximale pour les responsables politiques à trois fois le salaire moyen, d'octroyer un *congé politique* à tout parlementaire quel que soit son statut, d'abaisser la dotation publique aux partis et de supprimer le seuil de 5 % à l'échelle des provinces pour avoir accès à la représentation parlementaire. Le parti se fait aussi le chantre des initiatives référendaires. La possibilité d'un referendum d'initiative citoyenne contraignant devrait être établie. Dans le domaine des relations sociales, le Parti du travail souhaite aussi nombre de réformes. Citons entre autres l'extension du corps électoral pour les élections sociales aux intérimaires qui ont travaillé dans l'entreprise durant six mois au cours de l'année précédant les élections sociales. De même, le scrutin devrait concerner toutes les entreprises d'au moins cinquante salariés pour l'élection des conseils d'entreprise et toutes les entreprises d'au moins vingt salariés pour l'élection des comités pour la prévention et la protection au travail.

Quel est le rapport du PTB-PVDA à l'Union européenne ? Contrairement à d'autres formations de gauche radicale, le Parti du travail ne s'inscrit pas dans une logique de repli stato-national. Le cadre européen est dépeint comme un cadre idoine pour répondre aux défis économiques, sociaux, politiques : « Ensemble nous pouvons bien plus. La coopération européenne est essentielle. »<sup>40</sup> Dans son dernier ouvrage, Peter Mertens laisse entendre un intérêt d'aller vers le fédéralisme européen<sup>41</sup>. Néanmoins, le PTB-PVDA est extrêmement critique sur le contenu et le sens des politiques publiques de l'Union. Il s'imposerait de s'émanciper « des règles budgétaires autoritaires de l'Union européenne dans le cadre du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), du traité de Lisbonne et du pacte de stabilité et de croissance »<sup>42</sup>. De manière générale, le Parti du travail prône une réorientation d'essence keynésienne de gauche pour un redéploiement de l'Union européenne.

En matière internationale, le Parti du travail est peu disert. Il axe sa communication sur la promotion de la paix et du désarmement, et appelle à la sortie de la Belgique de l'OTAN. Une focale particulière est mise sur le droit du peuple palestinien, un de ses grands axes de campagne et de pénétration d'une partie de la jeunesse bruxelloise.

## Élections

Alors qu'il s'y refusait jusqu'alors, TPO-AMADA décide en 1974 de changer d'optique et de concourir aux élections. À compter de ce moment, la campagne électorale peut se décliner comme une voie complémentaire aux luttes extra-institutionnelles. La présence d'une liste contribuerait à la connaissance du mouvement. Et la campagne électorale est un temps intéressant pour promouvoir le projet révolutionnaire que porte le mouvement :

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 163.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 221.

<sup>41</sup> P. Mertens, *Ils nous ont oubliés. Les travailleurs de la santé et la crise qui vient*, Paris, Le temps des cerises, 2020.

<sup>42</sup> PTB, *Un programme social, c'est vraiment phénoménal. Programme du PTB. Élections fédérales et régionales 2019*, 2019, p. 221.

Si les ouvriers conscients veulent qu'AMADA participe aux élections, ce n'est pas parce qu'ils croient que leur libération sera obtenue au Parlement ! Les ouvriers veulent qu'AMADA se présente, parce qu'ils attendent de leur nouveau parti qu'il utilise chaque terrain pour faire progresser la construction du parti et la lutte des classes révolutionnaire<sup>43</sup>.

TPO-AMADA présente une liste dans quatre arrondissements électoraux à la Chambre – Hasselt, Alost, Gand-Eeklo et Anvers – et dans trois arrondissements au Sénat – Anvers, Gand-Eeklo et Hasselt-Tongres-Maaseik. À la Chambre, l'organisation rassemble 37 candidats et recueille au total 19 794 suffrages. Peu de temps après une grève des dockers, le résultat dans l'arrondissement d'Anvers apparaît très encourageant. Le mouvement enlève en effet 2,8 % à l'échelle de l'arrondissement. Mieux, dans le canton d'Anvers, TPO-AMADA atteint même 4,14 %. Kris Merckx, le principal responsable de la province, enlève 4 606 voix de préférence.

Par la suite, TPO-AMADA puis le PTB-PVDA seront systématiquement présents dans la compétition électorale et tentent d'élargir la couverture de leurs listes. Occasionnellement, le parti s'alliera à des personnalités ou des groupes pour frapper les imaginations. Il en sera par exemple ainsi lors des élections européennes de juin 1999, où le PTB parraine la liste Debout, conduite par Roberto D'Orazio, l'ancien délégué principal de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) aux Forges de Clabecq. En 2003, nous l'avons souligné, une liste commune est construite avec la Ligue arabe européenne, baptisée Resist.

Depuis, le PTB-PVDA a modifié sa stratégie électorale à plusieurs égards. Le premier concerne le dépôt d'une liste. Celui-ci doit être la traduction d'une réalité tangible préalable. Le temps où la couverture était la préoccupation première est révolu. Il s'impose désormais de travailler en étapes et de manière approfondie. Cette approche est surtout portée lors des élections communales. Dès les élections communales de 2006, mais surtout aux scrutins de 2012 et de 2018, le PTB-PVDA soumet essentiellement une liste aux élections dans les communes où il peut faire valoir une implantation préalable. Ce choix est néanmoins occasionnellement pondéré ou complété par d'autres impératifs politiques. Ainsi, l'objectif de décrocher – au moins – un siège dans la circonscription d'Anvers aux élections fédérales de mai 2019 mène-t-il le PTB-PVDA à déposer de nombreuses listes au scrutin communal de 2018 dans les communes de la province d'Anvers. De la même manière, la volonté de soumettre une liste dans toutes les grandes villes wallonnes le conduit-il à déposer une liste à Tournai, sans grande présence préalable.

Le deuxième changement rapporte à la volonté d'incarnation. Cela concerne l'échelon national – Peter Mertens et Raoul Hedebouw –, mais aussi les échelons locaux. Cette construction, pour partie débutée en 2000, se révèle payante aux scrutins de 2006, 2012 et 2018. Le PTB-PVDA voit notamment croître de manière marquante son nombre de conseillers communaux : 4 en 2000, 11 en 2006, 30 en 2012 et 139 en 2018. Lors du dernier scrutin, le Parti du travail franchit le seuil de 10 % dans dix-huit communes, dont celui de 20 % dans trois d'entre elles.

<sup>43</sup> « Pourquoi Amada participe aux élections », *Tout le pouvoir aux ouvriers*, 1<sup>er</sup> mars 1974, n° 7.

Plus largement, les réorientations politiques opérées par le Parti du travail en matière électorale ont porté leurs fruits. D'un parti insignifiant électoralement, le PTB-PVDA est devenu un parti *relevant*<sup>44</sup>. En 2014, il décroche ses premiers parlementaires et sa progression aux élections de 2019 est très forte, dans la foulée de ses très bons résultats au scrutin communal d'octobre 2018 : 13,8 % en Wallonie, 12,3 % à Bruxelles et 5,6 % en Flandre (tableau 5).

**Tableau 5.** Résultats du PTB-PVDA aux élections législatives et nombre de sièges

Année	Wallonie	Bruxelles	Flandre	Sièges
1974			0,7 %	
1977	0,1 %		0,6 %	
1978	0,2 %		1,2 %	
1981	0,2 %		1,2 %	
1985	0,3 %		1,1 %	
1987	0,5 %		0,9 %	
1991	0,5 %		0,5 %	
1995	0,7 %	0,6 %	0,6 %	
1999	0,5 %	0,4 %	0,6 %	
2003	0,6 %	0,6 %	0,6 %	
2007	0,7 %	0,6 %	0,9 %	
2010	1,9 %	1,5 %	1,4 %	
2014	5,5 %	3,8 %	2,8 %	2/150
2019	13,8 %	12,3 %	5,6 %	12/150

Source : Calculs de l'auteur à partir des données du ministère de l'Intérieur.

La géographie électorale du PTB-PVDA révèle l'asymétrie importante qui se donne à voir depuis une dizaine d'années entre son implantation à Bruxelles et en Wallonie d'un côté, et celle qui prévaut en Flandre. Électoralement, le PTB-PVDA est un acteur bien plus saillant dans la partie francophone du pays que dans l'espace néerlandophone, où il a cependant aussi progressé.

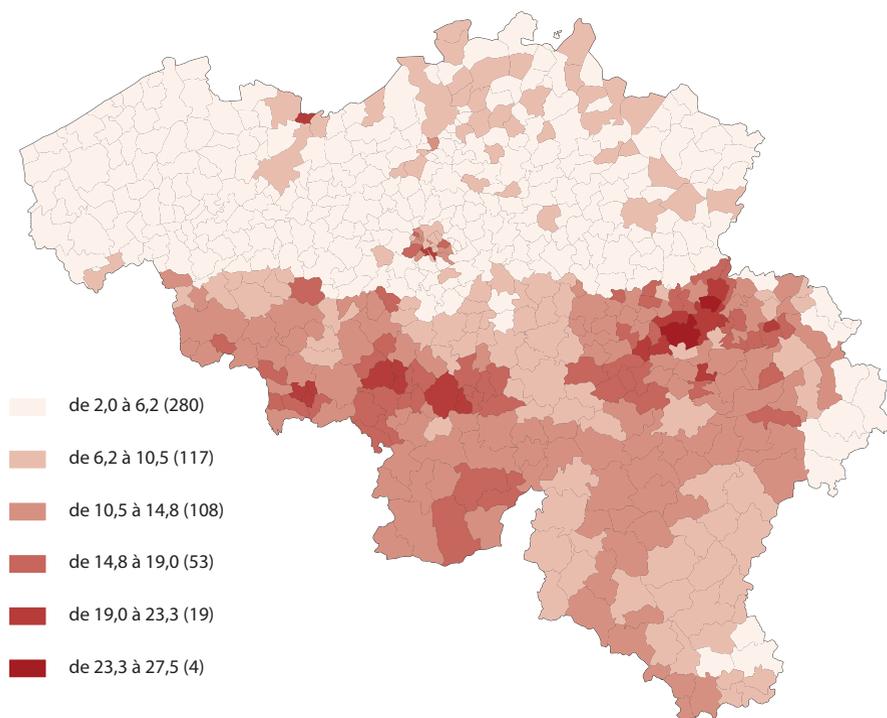
Ses espaces d'implantation les plus manifestes sont assez clairs. Relevons au premier chef les deux bassins industriels wallons, liégeois et hennuyer. Le PTB-PVDA est désormais très fort dans les communes de l'arrondissement de Liège, où rayonne son porte-parole Raoul Hedebouw. Aux élections législatives de mai 2019, il a non seulement atteint 19,1 % dans la ville de Liège, mais aussi 27,5 % à Herstal, 26,5 % à Seraing, 25,5 % à Saint-Nicolas, 23,6 % à Flémalle ou encore 22,9 % à Grâce-Hollogne (figure 1).

<sup>44</sup> G. Sartori, *Partis et systèmes de partis : un cadre d'analyse*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011.

Il a également très fortement progressé à Charleroi et son hinterland de même que dans le Borinage. Dans la ville de Charleroi, où il est désormais le deuxième parti, le PTB-PVDA culmine à 22 % mais il obtient aussi 21,9 % à Châtelet, 18,7 % à Fontaine-l'Évêque, 18,3 % à Chapelle-lez-Herlaimont, 17,8 % à Farciennes, 17,3 % à Courcelles ou encore 17,2 % à Fleurus et Aiseau-Presles. Dans le bassin borain, il décroche par exemple 21 % à Boussu, 19,6 % à Quaregnon et 18,9 % à Frameries. On notera aussi les scores notables qu'il enlève à La Louvière (22 %) et Morlanwelz (21,6 %). À Bruxelles, sa forte progression s'est surtout matérialisée dans les communes de l'ouest et du nord de la région, singulièrement dans les importantes communes d'Anderlecht (19 %) et de Molenbeek (19,8 %).

Côté flamand, la matérialité de l'implantation du Parti du travail relève plus d'un archipel. Le PTB-PVDA fait d'abord valoir des scores marquants à Anvers, où l'activité portuaire concentre des secteurs importants comme celui de la chimie, par exemple. Dans la métropole flamande, le PTB-PVDA atteint 12,9 % en 2019. Il y a ensuite Gand et sa ceinture industrielle, en particulier, à Zelzate (19,3 %) où réside un monde ouvrier attaché au site gantois du port d'Anvers. Il faut enfin citer Genk (9,5 %), qui abrita les zones charbonnières de Winterslag et Waterschei et, par la suite, une importante usine du groupe Ford, qui a fermé ses portes en 2014.

**Figure 1.** Géographie électorale du PTB-PVDA aux élections fédérales de mai 2019



Source : Carte réalisée par l'auteur sur la base des données électorales du ministère de l'Intérieur.

Les indicateurs de sociologie électorale corroborent les logiques d'implantation territoriale. En Wallonie, l'enquête sortie des urnes du Centre d'étude de la vie politique de l'ULB fait apparaître le PTB-PVDA comme un parti d'abord ancré dans les milieux populaires. Son taux de pénétration est le plus élevé dans le monde ouvrier, où il est désormais le premier parti. Son pourcentage est aussi notable chez les demandeurs d'emploi et les bénéficiaires d'un revenu d'invalidité. *A contrario*, la pénétration électorale est nettement plus faible chez les cadres et les professions indépendantes – professions libérales et commerçants/artisans.

À l'aune du diplôme, les observations sont confirmées : le Parti du travail obtient un score supérieur à la moyenne chez les détenteurs d'un niveau de diplôme peu élevé – primaire et secondaire inférieur – ou moins considéré – secondaire supérieur technique et professionnel. En revanche, le Parti du travail est en deçà de son résultat moyen chez les porteurs d'un diplôme du supérieur.

Sous l'angle des convictions philosophiques ou religieuses, le PTB-PVDA pénètre le mieux deux mondes significatifs : les athées et les musulmans. En revanche, son implantation parmi les catholiques est sensiblement inférieure à sa moyenne (tableau 6).

En Flandre, les données sont plus fragiles compte tenu des performances moins fortes du PVDA dans cet espace. L'enquête EOS RepResent permet néanmoins d'avoir des indications intéressantes. Tendanciellement, comme celui du Vlaams Belang, l'électorat du PVDA est plus méfiant ou insatisfait que celui des partis historiques ou de Groen à l'endroit du système politique et de la démocratie. À ce titre, l'électorat du PTB-PVDA est l'un des plus favorables à certaines transformations du fonctionnement du régime ou du système politique ; en particulier la réduction des salaires des parlementaires, l'établissement de forums citoyens consultatifs et la mise en place de budgets participatifs<sup>45</sup>. Néanmoins, cet électorat se distingue de la droite radicale flamande par un positionnement à gauche sur les questions socio-économiques et, plus encore, par sa dimension universaliste<sup>46</sup>.

**Tableau 6.** Résultats du PTB-PVDA aux élections de 2019 en fonction de certains attributs sociodémographiques

Genre	
Homme	14,7 %
Femme	12,9 %
Âge	
18-24 ans	14,5 %
25-34 ans	20,5 %

<sup>45</sup> L. Van Dijk, Th. Legein, J.-B. Pilet, S. Marien, « Voters of Populist Parties and Support for Reforms of Representative Democracy in Belgium », *Politics of the Low Countries*, 2(3), 2020, p. 103.

<sup>46</sup> I. Goovaerts, A. Kern, É. van Haute, S. Marien, « Drivers of support for the Populist Radical Left and Populist Radical Right in Belgium. An analysis of the VB and PVDA-PTB in the 2019 Belgian Elections », *Politics of the Low Countries*, 2(3), 2020, p. 228-264.

35-44 ans	17,2 %
45-54 ans	13,0 %
55-64 ans	13,7 %
65 ans et plus	9,3 %
<b>Diplôme</b>	
Aucun	13,5 %
Primaire	19,8 %
Secondaire inférieur général	22,5 %
Secondaire inférieur technique	16,3 %
Secondaire inférieur professionnel	14,9 %
Secondaire supérieur général	15,0 %
Secondaire supérieur technique	23,2 %
Secondaire supérieur professionnel	19,0 %
Supérieur non universitaire	10,4 %
Universitaire	6,9 %
<b>Statut</b>	
Ouvrier	30,5 %
Employé	13,1 %
Fonctionnaire	10,6 %
Cadre	7,7 %
Profession libérale	6,5 %
Commerçant/indépendant	8,5 %
Demandeur d'emploi	23,3 %
Femme/Homme au foyer	15,5 %
Étudiant	13,7 %
Pensionné	7,4 %
Invalide	23,4 %
Bénéficiaire d'un revenu d'insertion	5,1 %
<b>Conviction</b>	
Athée	18,3 %
Agnostique	12,2 %
Catholique	8,1 %
Chrétien	13,3 %
Musulman	24,6 %
Autre	17,4 %

Source : Enquête sortie des urnes 2019 du Centre d'étude de la vie politique de l'ULB.

## Rapport au pouvoir

Jusqu'il y a peu, la question du *pouvoir* et de l'exercice des responsabilités ne se posait pas dans le parti et ne lui était pas soumise. Compte tenu de sa progression électorale à partir des années 2010, cette thématique n'est plus un impensé. En 2012, à la suite des élections communales, la participation du PTB-PVDA a été pour la première fois débattue. Des discussions sont intervenues dans la commune de Zelzate, où le Parti du travail avait décroché six sièges sur vingt-trois. C'est pourtant dans un autre contexte qu'un premier pas s'est opéré. À Borgerhout, district de la commune d'Anvers, le PTB-PVDA a été sollicité par le cartel sp.a-Groen pour gouverner de conserve. Cette option permettait la mise en place d'un collège de district à gauche, alors même que Bart De Wever (Nieuw-Vlaamse Alliantie, N-VA) s'emparait de l'hôtel de ville de la métropole. Les districts anversoïses n'exercent pas des compétences majeures, mais il y avait une portée symbolique importante. Le Parti du travail a accepté de s'engager dans cette voie. Elle avait certainement trois mérites à ses yeux : (a) pouvoir repousser l'argument que le parti ne prenait jamais ses responsabilités, (b) pouvoir balayer le discours qui en ferait un allié objectif des partis de droite et (c) pouvoir éprouver une nouvelle expérience politique dans une logique de développement du parti au long cours.

À la suite du scrutin de 2014, le rapport au pouvoir est devenu, à plusieurs égards, une problématique récurrente pour le PTB-PVDA. Au printemps 2016, après la rupture entre PS et MR au collège de la Ville de Mons, le PTB a été sollicité par le PS pour établir un nouveau pacte de majorité. Malgré un premier jeu de discussions ouvertes entre les sections locales des deux partis, les débats ont rapidement tourné court. Aux yeux de la direction du parti, deux conditions explicites minimales n'étaient pas rencontrées pour nouer ce partenariat : pour entrer dans une majorité, le PTB-PVDA doit être arithmétiquement nécessaire et dans un rapport de forces équilibré. Par ailleurs, une condition implicite n'était pas au rendez-vous : toute nouvelle initiative intervient d'abord en Flandre, centre de gravité de la vie interne du parti.

C'est à la lumière de ces dimensions que la question d'une participation à un exécutif a été imaginée par le parti avant les deux grandes séquences électorales de 2018-2019 (élections communales et provinciales ; élections fédérales, régionales et européennes). Trois dimensions nouvelles s'ajouteront pourtant au contexte de la réflexion et de l'action : (a) la progression électorale anticipée du parti dans les sondages, (b) son impact sur la réflexion et le discours des acteurs sociaux, et (c) la communication des acteurs politiques au prisme du *cordon sanitaire*.

Entre 2014 et 2018, le PTB-PVDA connaît une envolée dans les intentions de vote, singulièrement en Wallonie et à Bruxelles, où le parti atteint près de 20 % des intentions. Cette évolution, qui suscite l'inquiétude à l'interne, met à l'avant-plan la problématique de son éventuel concours au pouvoir. Aussi, le PTB-PVDA décide-t-il très tôt de sa stratégie en la matière. Le Parti du travail se dit disponible pour une alliance au plan local mais, en aucun cas, il ne gouvernerait à un échelon supérieur :

Sur le pouvoir régional et fédéral en 2019, nous ne participerons pas, pour deux raisons. À savoir qu'il n'y a pas de volonté de mettre en place un gouvernement qui voudrait la confrontation totale avec les institutions européennes et qui ferait de la désobéissance civile à l'égard de l'Europe. Pour garantir cette désobéissance civile, il faut aussi que le gouvernement soit prêt à mobiliser la population. [...] L'autre raison, c'est que nous voulons grandir à notre rythme<sup>47</sup>.

Même dans une configuration nouvelle, ce positionnement est conforme aux conditions explicites et implicites que nous avons mentionnées, la question d'une participation régionale n'étant imaginable ou imaginée qu'en Wallonie. Quels que soient les débats et la communication ultérieurs à cette position, le parti s'en tient politiquement à cette orientation pour la double séquence électorale.

Néanmoins, il doit composer avec une certaine pression, en particulier de l'interrégionale wallonne de la FGVB. Celle-ci exprime régulièrement son souhait de voir advenir une majorité associant le PS, Ecolo et le PTB. Paradoxalement, ce positionnement syndical met en difficulté les trois partis, dont aucun ne souhaite une telle coalition<sup>48</sup>. Le Parti du travail s'emploie à garder son cap. Il doit néanmoins être moins clair qu'il ne l'aurait souhaité sur son positionnement avec des allers-retours communicationnels<sup>49</sup>.

Le PTB-PVDA est aussi confronté à une nouveauté politique, sa mise en parallèle avec le Vlaams Belang. Ce qui est fait ou pas à l'endroit du Vlaams Belang doit l'être à l'endroit du PTB-PVDA. En la matière, la question est surtout posée au prisme du *cordon sanitaire*. Placée dans le débat par la N-VA et partiellement relayée dans le spectre francophone, l'ambition est d'immuniser les sièges du PTB-PVDA dans la confection des majorités communales et/ou de permettre l'entrée du Vlaams Belang dans des majorités, à un moment où cette hypothèse est désormais clairement envisagée chez les nationalistes flamands. Même si cette équidistance est répudiée par plusieurs responsables politiques, elle est désormais une donne avec laquelle le Parti du travail doit composer, et qui produit certains effets. Ainsi, à l'issue des élections fédérales, le Roi reçoit-il pour la première fois en audience le président du Vlaams Belang. Cet acte politique suscite des réactions en sens très divers. Pour nombre d'acteurs ou d'analystes politiques, essentiellement flamands, il est justifié par le fait que Peter Mertens a été reçu en audience dès 2014 : « Pourquoi recevoir Peter Mertens et refuser de recevoir Tom Van Grieken ? » Le Parti du travail doit désormais compter avec ce nouvel élément culturel.

À l'issue des élections communales d'octobre 2018, le PTB-PVDA est engagé dans des discussions pour former une coalition. Les plus sérieuses interviennent à Herstal, à Molenbeek-Saint-Jean et à Zelzate. Dans les trois communes, le PS ou le sp.a est prêt à nouer un partenariat. À Herstal, le PTB n'est pas arithmétiquement indispensable. La voie est fermée, et Molenbeek ne respecte pas la condition implicite. C'est donc à

<sup>47</sup> *La Libre Belgique*, 23-24 septembre 2017.

<sup>48</sup> P. Delwit, « Une gauche en désordre de marche », *Politique*, 103, 2018, p. 21-37.

<sup>49</sup> À titre d'exemple, l'interview de Peter Mertens dans *Le Soir* du 8 novembre 2017, titrée « Coalition rouge-verte ? Le PTB est ouvert », a vite été suivie d'une mise au point : « Le PTB participera-t-il au pouvoir en 2019 ? » (<https://archive.ptb.be/articles/le-ptb-participera-t-il-au-pouvoir-en-2019>).

Zelzate, espace de la plus forte implantation historique du parti, que le PTB-PVDA conclut son premier accord de majorité au plan communal. Le Parti du travail a deux échevins. Le premier échevin a en charge les affaires sociales, le bien-être, le budget et les finances et les travaux publics. Le deuxième a dans ses compétences la jeunesse, le logement, le climat et le développement du vivre-ensemble. Le PTB-PVDA renoue par ailleurs un partenariat dans le district de Borgerhout, dans la commune d'Anvers.

## Conclusion

De la fin des années 1960 au milieu des années 2000, Tout le pouvoir aux ouvriers – Alle macht aan de arbeiders puis le PTB-PVDA est parmi les plus actifs représentants de la mouvance maoïste au niveau européen. Le Parti du travail se distingue par un activisme et un volontarisme considérables. Ses militants sont omniprésents dans les différents mouvements revendicatifs. Son président d'alors, Ludo Martens (1994), cite le chiffre – non vérifiable – de 1 340 000 tracts distribués en une année. Le PTB-PVDA se veut un gardien du temple sous l'angle idéologique, en dépit de ses très nombreux changements d'attitudes. *Un autre regard sur Staline*, rédigé par Ludo Martens<sup>50</sup>, était et est toujours considéré comme « le » livre de référence de la mouvance stalinienne dans le monde.

Depuis sa transformation de 2008, le PTB-PVDA a largement abandonné toute ambition et même toute référence doctrinales publiques. Le parti se présente sous une double facette : une formation originale et assertive sur le terrain et dans la communication, et un parti toujours extrêmement centralisé, dont l'imaginaire reste articulé à une idée de « rupture ».

Cette mue a changé spectaculairement le statut du PTB-PVDA. Le Parti du travail est désormais un *parti qui compte*, selon la terminologie de Sartori. Aux élections fédérales de 2019, il a décroché douze des cent cinquante sièges à la Chambre, sans compter les députés dans les trois régions et le parlementaire européen dans la circonscription francophone. À cette même élection, le PTB-PVDA a aussi réalisé l'un de ses objectifs internes : décrocher des parlementaires fédéraux flamands. Il a réalisé cette performance en enlevant deux sièges dans la circonscription d'Anvers et un dans celle de Flandre orientale, mais aussi en faisant élire une personnalité limbourgeoise sur la liste liégeoise et une personnalité néerlandophone sur sa liste bruxelloise. Qui plus est, le sénateur coopté désigné dans le rôle linguistique francophone auquel il avait droit est aussi flamand.

Sa présence dans les bassins ouvriers wallons est tout à la fois forte et protéiforme : via les maisons médicales Médecine pour le peuple, via d'autres organisations satellites comme Comac, Red-Foxes et par une présence marquante dans certains secteurs syndicaux de la FGTB-ABVV et de la Confédération des syndicats

<sup>50</sup> L. Martens, *Un autre regard sur Staline*, Anvers, EPO, 1994.

chrétiens (CSC-ACV). En Flandre, le Parti du travail rayonne moins dans une société dominée historiquement par le conservatisme catholique et aujourd'hui par un nationalisme de rétraction, incarné par la N-VA et, à la droite extrême, par le Vlaams Belang. Toutefois, le PTB-PVDA n'est pas absent de l'espace néerlandophone. Dans les deux grandes villes flamandes, Anvers et Gand, il peut faire valoir une présence politique, syndicale et culturelle très sérieuse.

Une des questions qui se pose aujourd'hui au Parti du travail est la gestion de ses succès récents. Que faire de cette nouvelle force de frappe ? Le parti s'est refusé à une démarche visant à entrer dans des majorités communales et a fait le choix d'une seule expérience : à Zelzate. À d'autres échelons, le PTB-PVDA a refusé dès 2017 tout concours à un gouvernement autre qu'au niveau communal. Ce choix lui permet de tenir un discours cohérent, clair et empruntant souvent à une rhétorique populiste de gauche mais pourrait être interpellé à l'aune de l'intérêt de voter pour un parti qui se refuse à gouverner. Eu égard à l'affaïssement contemporain des grands partis centripètes, il s'agit peut-être d'un non-problème électoral. Mais cet arbitrage a conduit plusieurs mandataires locaux et/ou provinciaux à abandonner le parti à l'issue tantôt des élections locales, tantôt des élections fédérales et régionales.

## Bibliographie

- Abramowicz M., « Le parti prochinois en Belgique dans son contexte historique 1963-1989 », *Dissidences*, 7, 2009, p. 93-103.
- Delwit P., « Belgian Communism in the light of Its Vanishing (1976-1994) », *Open Journal of Political Science*, 8, 2018, p. 316-337.
- Delwit P., « Une gauche en désordre de marche », *Politique*, 103, 2018, p. 21-37.
- Delwit P., *Les Gauches radicales en Europe. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2016.
- Delwit P., *PTB. Nouvelle gauche, vieille recette*, Liège, Luc Pire, 2014.
- Delwit P., *La Vie politique en Belgique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 3<sup>e</sup> édition, 2012.
- Delwit P., Sandri G., « La gauche de la gauche », in Delwit P., Pilet J.-B., van Haute É. (éds), *Les Partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011, p. 273-296.
- Delwit P., De Waele J.-M., « The Decline and Fall of the Communist Party of Belgium », in Bull M. J., Heywood P. (éds), *West European Communist Parties after the Revolutions of 1989*, Londres, Macmillan, 1994.
- Goovaerts I., Kern A., van Haute É., Marien S., « Drivers of support for the Populist Radical Left and Populist Radical Right in Belgium. An analysis of the VB and PVDA-PTB in the 2019 Belgian Elections », *Politics of the Low Countries*, 2(3), 2020, p. 228-264.
- Gotovitch J., *Du rouge au tricolore : les communistes belges de 1939 à 1944 : un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique*, Bruxelles, Labor, 1992.
- Laporte Ch., *L'Affaire de Louvain, 1960-1968*, Bruxelles, De Boeck, 1999.
- Liebman M., « Révisionnisme et marxisme-léninisme dans le communisme belge », *Temps modernes*, 1964, p. 219-220.
- March L., *Radical Left Parties in Europe*, Londres, Routledge, 2013.

- Martens L., *De Tien an Men à Timisoara, luttes et débats au sein du PTB (1989-1991)*, Anvers, EPO, 1995.
- Martens L., *L'Europe aujourd'hui : guerre et crise, discours prononcé le 1er mai 1993*, Éditions PTB, 1994.
- Martens L., *Un autre regard sur Staline*, Anvers, EPO, 1994.
- Mertens P., *Ils nous ont oubliés. Les travailleurs de la santé et la crise qui vient*, Paris, Le temps des cerises, 2020.
- Sartori G., *Partis et systèmes de partis : un cadre d'analyse*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011.
- Van Dijk L., Legein Th., Pilet J.-B., Marien S., « Voters of Populist Parties and Support for Reforms of Representative Democracy in Belgium », *Politics of the Low Countries*, 2(3), 2020, p. 289-313.
- van Haute É., *Adhérer à un parti : aux sources de la participation politique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009.